



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

A2C GRANULAT

Route de Donnemarie - BP 12
77480 Saint-Sauveur-Lès-Bray

Références : E25/0663

Code AIOT : 0006511380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement A2C GRANULAT implanté Carrière de Port-Montain 77114 Noyen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A2C GRANULAT
- Carrière de Port-Montain 77114 Noyen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006511380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2015/DCSE/M/004 du 16 mars 2015, la société A2C Granulat est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 60 ha 84 a 18 ca sur le territoire de la commune de Noyen-sur-Seine. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 19 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2	Sans objet
2	Surveillance des	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eaux souterraines	article IV-3	
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1	Sans objet
4	Bruits	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-6-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'extraction est a présent terminée. Il reste uniquement la remise en état du site à effectuer. Les prescriptions réglementaires sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (stériles et terres de découverte) et les fines de lavage amenées par conduite. Les autres apports de matériaux extérieurs sont interdits.
Constats : Le remblayage de la carrière est réalisé avec les matériaux de découverte ainsi que les fines argileuses issues du lavage des matériaux extraits de la carrière, amenées par un tuyau hydraulique depuis l'installation de traitement de Toussacq.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : À partir des 4 piézomètres et d'échelles limnimétriques dans les plans d'eau et la grande noue d'Hermé, l'exploitant procède ou fait procéder à : * un relevé mensuel du niveau de la nappe, * à l'analyse semestrielle sur les paramètres suivants : pH, MEST, DCO, COT, indice permanganate, turbidité et hydrocarbures totaux.[...] Les résultats des analyses prévues aux articles IV-3-2-2 et IV-3-2-3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Constats :

Les résultats des analyses des eaux souterraines réalisées en juillet et décembre 2024 ne montrent pas de non-conformités.

Le suivi de la variation de la nappe alluviale est bien effectué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1

Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.

Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (TP01 juillet 2014 = 700,4).

La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes.[...]

Constats :

Sur le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols établi en janvier 2025, en matière de garanties financières, les surfaces S1, S2 et le linéaire de berges L indiqués pour l'année 2024 sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-6-1

Thème(s) : Risques accidentels, Bruits

Prescription contrôlée :

Les bruits émis par les activités sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) : [...]

Constats :

Le constat acoustique a été réalisé les 05 et le 06 juin 2024.

Les résultats d'analyses des mesures de bruit sont conformes à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite